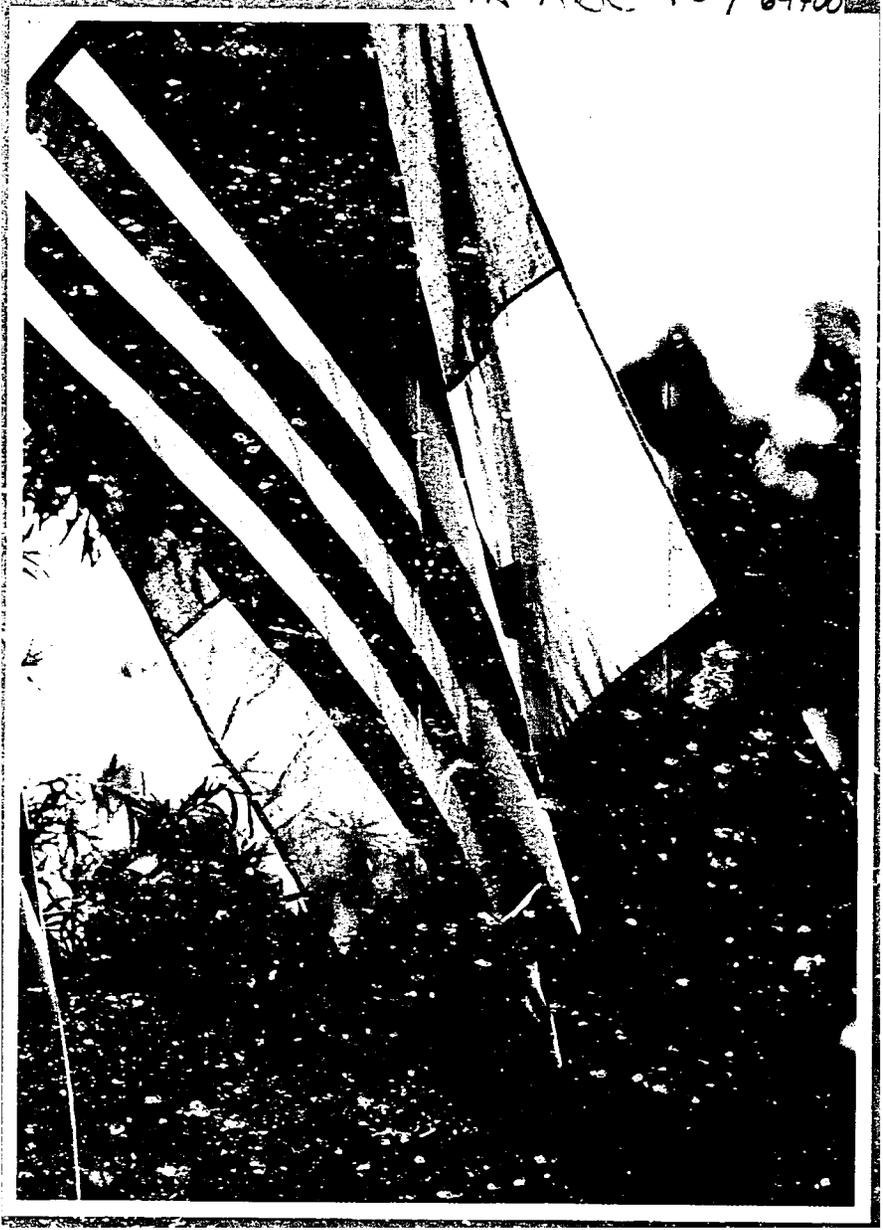


PN-ABC-457 67700





Coopération

Sénégal - Etats-Unis

“Je voudrais vous dire mon souhait de voir la coopération multiforme et à tous points de vue exemplaire qu’entretiennent si heureusement nos deux pays continuer à se consolider et à se diversifier d’année en année, dans l’esprit de compréhension et de solidarité qui la caractérise. Soyez assuré que fidèle en cela à l’amitié solide et sincère qui lie depuis si longtemps nos deux peuples, mon gouvernement reste déterminé à oeuvrer constamment dans ce sens”.

Le Président: Abdou Diouf

“Le Sénégal et les Etats-Unis offrent l’exemple assez rare en ce monde agité de deux nations démocratiques respectueuses de la légalité, dévouées à la cause des droits de l’homme et attachées à la recherche de solutions pacifiques aux problèmes internationaux. J’ai donné au Président Diouf l’assurance que l’Amérique le soutient, lui et son pays. J’espère que dans les mois à venir nous développerons nos relations amicales et renforcerons les liens exclusifs qui unissent nos deux pays, sachant que notre coopération ne peut que promouvoir la cause de la paix dans le monde”.

Le Président Ronald Reagan

Conception : Robert R. LaGamma

Coordination : Dudley O. Sims

Texte : Khalil Guèye

Secrétaire de Rédaction : David Gilmour

Composition : SUDCOM, Dakar

Photos : Papa Kane Diaw, Gilmour, Barry Fitzgerald, FAO,

Matthew LaGamma, Richard Saunders.

W.

SOMMAIRE

1	- L'USAID au Sénégal
5	- Agriculture
9	- Le reboisement et la stabilisation de l'environnement
10	- La lutte anti-acridienne
11	- Santé familiale
13	- Développement de l'entreprise privée
15	- Le Corps de la Paix
19	- La coopération culturelle et éducative
21	- Les organisations privées américaines
24	- La coopération économique
25	- La coopération militaire

L'USAID au Sénégal

Les objectifs du programme

L'objectif à long terme de l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID) au Sénégal est de soutenir les efforts du Sénégal en vue de la réalisation de l'autosuffisance alimentaire, c'est-à-dire la capacité de nourrir les populations grâce à une production locale suffisante (complétée par des importations) même en cas de sécheresse. A moyen terme, il s'agit de contribuer avec le gouvernement du Sénégal et les autres donateurs, à la restructuration de l'économie nationale et à la mise en place des moyens permettant d'obtenir un taux de croissance soutenu.

Ampleur et domaine de concentration du programme

Depuis 1984, l'USAID fournit annuellement au Sénégal 50 millions de dollars en moyenne d'aide économique. Ce programme d'assistance existe sous forme de projets et d'aide budgétaire en réponses aux requêtes et priorités du gouvernement du Sénégal.

L'assistance de l'USAID pour la période 1987-1988 vise à aider le gouvernement à mettre en oeuvre les nouvelles politiques agricole et industrielle. Ainsi, le programme américain d'assistance continuera à se concentrer sur:

- (a) le soutien aux efforts de réajustements structurels et aux réformes économiques,
- (b) l'assistance au gouvernement en vue de réduire les problèmes d'ordre institutionnel et infrastructurel qui ont freiné l'accroissement de la production



agricole,

- (c) la création d'activités rémunératrices qui contribuent à la fois à la protection de l'environnement et à l'accroissement de la production,

- (d) la poursuite des activités visant à

accroître la productivité grâce à l'amélioration des compétences techniques, de la santé, de la nutrition ainsi que le planning familial.

Les deux formes d'assistance -assistance dans le cadre des projets et d'aide budgétaire - encouragent le développement du secteur privé et de l'entreprise privée locale comme moyen de diversification de la production agricole, d'accroissement des revenus, de création d'emplois et d'amélioration de la productivité.

"La coopération entre les Etats-Unis et le Sénégal est très étroite et les deux pays mettent en oeuvre des programmes destinés à atteindre des objectifs communs et à faciliter la réalisation d'une réforme économique de la plus grande importance."

George Shultz

Le Sénégal se trouve à un stade décisif de son processus de reprise économique. Au cours des trois dernières années, l'Etat a pris des mesures importantes en vue de restructurer l'économie nationale. Les réformes qui sont mises en oeuvre actuellement doivent être exécutées effectivement de sorte que l'austérité à court terme puisse se traduire par un assainissement des finances publiques et une relance de l'économie.

L'assistance américaine vise à aider le Sénégal à réaliser rapidement et dans les meilleures conditions cet ajustement de manière à assurer la sécurité alimentaire et la relance économique.

Au cours des trois dernières années, les Etats-Unis ont consacré l'assistance aux besoins essentiels des nouvelles politiques économiques et des programmes d'investissement, en réduisant le nombre de projets en cours, en liant le dialogue sur

les politiques économiques et les nouveaux projets à la réalisation des objectifs du programme américain d'assistance.

Les activités de l'USAID s'inscrivent dans le cadre du Plan d'action à long terme. Elles vont dans le même sens que celles de la Banque Mondiale et des autres donateurs. Elles reflètent l'analyse faite par la Mission américaine sur les capacités relatives de l'AID. Le programme américain d'assistance est animé par l'espoir que le Sénégal réussira à assurer un certain équilibre financier et à résoudre ses problèmes d'ordre structurel en vue de jeter les bases d'une croissance modérée mais soutenue du PIB à partir des années 1990.

L'assistance hors projet

L'USAID appuie directement les réformes de politiques et de structures par le biais des instruments d'assistance hors projet que constituent les subventions du Fonds de soutien économique (ESF), les prêts du PL 480 Titre I et du Programme de réformes de politiques économiques en Afrique (AEPRP).

Le fonds de soutien économique (ESF)

L'objet principal du Fonds de soutien économique au Sénégal est d'aider le gouvernement sénégalais à faire face aux coûts liés aux réformes de structures. Les programmes du Fonds fournissent à l'Etat une aide budgétaire destinée à réduire le déficit de la balance des paiements, à assainir les finances publiques et à fournir les capitaux nécessaires aux investissements.

Depuis 1983, le programme du Fonds de soutien économique au Sénégal a surtout mis l'accent sur les initiatives du secteur privé et les efforts de réforme des politiques économiques et de soutien à la stabilisation économique. Le premier programme de ESF était une subvention dans le cadre de l'assistance au développement agricole d'un montant de 5 millions de dollars U.S destinés à l'importation d'engrais en 1983. Il a été suivi de programmes annuels de soutien

budgétaire selon le financement suivant : 10 millions (1984), 15 millions (1985), 12,5 millions (1986), 11,5 millions (1987). L'accord signé en mai 1987 est une subvention d'ajustement structurel d'un montant de 11,5 millions de dollars soit 3,4 milliards CFA.



"Avec des interventions de ce genre, le gouvernement des Etats-Unis illustre d'une façon appréciable sa volonté d'être aux côtés du Sénégal pour la réussite de son plan de redressement économique".

Mamadou Touré
ministre de l'Economie
et des Finances



L'ambassadeur des Etats-Unis, S.E Lannon Walker signant un accord du P.L 480 avec M. Moussa Touré, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Finances

Alors qu'en 1984, le programme, d'un montant de 10 millions de dollars, a renforcé les premières réformes macro-économiques du Sénégal en contribuant à résorber son déficit budgétaire, en 1985, le programme qui s'élevait à 15 millions de dollars, était subordonné à l'accélération du processus de déperissement des sociétés de développement régional et à l'initiation de réformes structurelles dans le secteur bancaire, tout en permettant une récapitulation partielle du secteur bancaire.

Les programmes du Fonds pour l'année 86 de 12,5 millions de dollars et pour l'année 87 de 11,5 millions de dollars reposent sur les réformes réalisées au cours des programmes antérieures et servent au besoin à rembourser les dépenses de l'Etat liées à des modifications institutionnelles et de politiques destinées à la promotion de la production de céréales locales en freinant la demande en riz importé et à la réduction des déficits financiers dus aux subventions, à l'agriculture et à l'inefficacité de l'agro-industrie.

Le PL 480 Titre I

En 1986, le Programme PL 480 Titre I a fourni 9,5 millions de dollars de riz (environ 47 000 T) et prévu l'utilisation de la monnaie locale pour soutenir le programme de subvention à l'engrais, la stabilisation des prix des céréales locales, la liquidation partielle des crédits de campagne des banques commerciales et le paiement des arriérés de coûts de transport des vivres au Titre II fournis dans le cadre du programme du Catholic relief services (CRS).



Les mesures d'auto-assistance intégrées dans le programme du Titre I en 1986 ont été surtout centrées sur la libéralisation de la filière céréalière. Des mesures initiales avaient institué un système de prix plancher, levant ainsi certaines autres restrictions au secteur

privé concernant l'achat, le transport ou le stockage de céréales locales. Le Programme PL 480 Titre I pour l'année 1987 a eu pour principal objectif le soutien de la mise en oeuvre du Plan céréalière y compris une préparation et une institutionalisation plus complètes du mécanisme de garantie des prix planchers pour la campagne agricole.

Le PL 480 Titre II

Le programme régulier de distribution de vivres Titre II est géré par le Secours catholique américain (CRS) et vise principalement l'amélioration du statut nutritionnel et sanitaire des mères et enfants, dans quelques 450 centres. La distribution des vivres s'accompagne de l'éducation sur la santé. En 1987, 12 000 tonnes de vivres fortifiés (\$ 4 millions) ont été importés pour 191 000 bénéficiaires, dont 171 000 mères et enfants. Le CRS a aussi profité des ressources du PL 480 pour faire construire 250 entrepôts à grains. Ces derniers servent à la réalisation des banques céréalières.



Le PL 480 Titre II a pu fournir également des vivres d'urgences. L'aide d'urgence s'est chiffrée à 61 500 tonnes (\$13,2 millions) en 1984, et 14 000 tonnes (\$ 1,5 million) en 1985 pour faire face aux périodes de sécheresse.

Le Programme de réformes de politique économique en Afrique (AEPRP)

Le programme américain d'assistance en matière de réformes des politiques économiques en Afrique est un programme sélectif spécialisé de soutien financier aux efforts de réformes économiques entreprises par les pays africains résolument engagés dans un processus de réformes et de croissance économique.

La composante sénégalaise de ce programme soutient un projet de réformes fiscales actuellement entreprises par le gouvernement du Sénégal dans le cadre de son programme d'ajustement structurel.

Ce programme de réformes fiscales comprend :

- (a) la révision des tarifs douaniers y compris la réduction progressive des taux au cours des deux prochaines années ainsi que la suppression progressive des restrictions quantitatives sur les importations,
- (b) la révision du Code des investissements en vue d'éliminer de nombreuses injustices causées par les actuelles exemptions et exonérations,
- (c) la réforme de la structure et des taux du système d'impôts directs et
- (d) la mise en oeuvre d'un plan cadastral du Grand Dakar et d'autres centres urbains.

Au Sénégal, le programme américain AEPRP comprend un volet assistance technique axé sur une réforme plus approfondie du système d'impôts directs visant à remplacer l'impôt cédulaire pour un impôt unitaire.

Les projets d'assistance

Les activités des projets bilatéraux portent essentiellement sur l'amélioration de la fourniture et de la distribution d'intrants agricoles par le secteur privé, l'aménagement de périmètres irrigués rentables et l'amélioration de la gestion de l'eau dans les bassins des



fleuves Sénégal et Casamance, le développement du reboisement et de la protection de l'environnement et le renforcement des prestations de soins de santé et des activités de planification familiale.

En plus de ces projets bilatéraux, l'USAID/SENEGAL gère un certain nombre de projets régionaux de planification et de suivi qui ont un impact sur la mise en valeur des bassins des fleuves Sénégal et Gambie. Ces projets revêtent une grande importance dans le cadre des efforts déployés par l'USAID en vue de créer ou de renforcer les capacités institutionnelles nécessaires à l'amélioration de la gestion de l'eau au niveau régional.



Agriculture

Le Projet de soutien à la production agricole

Le Projet de soutien à la production agricole, approuvé en février 1987, a pour objet de faciliter la privatisation de la distribution des intrants agricoles et la multiplication des semences de céréales.

Ce programme apportera un soutien aux principaux volets de la production de céréales au Sénégal. La fourniture d'engrais, de semences, la commercialisation des céréales et les statistiques agricoles bénéficieront d'une assistance technique, d'un fonds de crédit renouvelable, de la formation des participants et de l'achat de matériel.

La privatisation de la fourniture des intrants et du programme de multiplication de semences entraînera une plus grande utilisation d'intrants et facilitera la restructuration du secteur des semences de céréales. L'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) procèdera à la sélection de variétés de céréales à haut rendement que le secteur privé utilisera pour la multiplication des semences certifiées. Le Service semencier du ministère du Développement rural améliorera son programme de contrôle de qualité et de certification des semences.

Le Programme de fonds de roulement permettra d'accroître le financement disponible pour le crédit-fournisseur d'intrants par les banques commerciales. Le fonds de crédit accordera par le biais des banques commerciales participantes, sur une base concurrentielle, des crédits aux fournisseurs, distributeurs et sociétés de commercialisation d'intrants. Le Programme de statistiques agricoles permettra d'améliorer la production à temps de données précises sur la récolte des céréales. La Division des statistiques agricoles du ministère du Développement rural mettra l'accent essentiellement sur la production et l'analyse des données en vue d'évaluer l'impact de la Nouvelle politique agricole et de ce projet.

Le ministère du Développement rural recevra un matériel de traitement automa-

tique de l'information, l'assistance technique nécessaire, ainsi que la formation à court et long terme du personnel indispensable à l'amélioration de ses activités et au perfectionnement des moyens d'exécution de la Nouvelle politique agricole. Le projet aidera les agriculteurs également au développement du secteur privé et au renforcement des moyens nécessaires à la mise en oeuvre d'activités privées.



Le Projet Céréaliier

Initialement, ce projet était destiné à diversifier et à accroître la production vivrière et à intensifier l'élevage de manière à augmenter les possibilités d'emploi et les revenus des petits agriculteurs, et améliorer la nutrition dans le bassin arachidier.

La Phase I du projet (1974-1979) a permis de fournir l'assistance nécessaire aux activités d'encadrement, de formation et de recherche dans les départements de Thiès, Diourbel et Bambey. La Phase II a permis d'étendre cette assistance pour y inclure les départements de Tivaouane et de Mbacké. Dans le cadre de la dernière phase, le projet se concentre sur l'agro-foresterie et la conservation des sols dans les régions de Thiès et de Diourbel. Les objectifs du projet consistent à identifier, tester, diffuser et évaluer toute une série de techniques d'agro-foresterie et de conservation des sols en vue de maintenir la productivité des sols, et à améliorer la capacité des organismes publics à concevoir, exécuter et évaluer les programmes d'agro-foresterie et de conservation des sols.

Le projet opère actuellement dans 57 villages. Chacun de ces villages a aménagé un hectare de bois de village et un kilomètre de brise-vents. Des efforts importants ont été consacrés à la protection des cadd (*accacia albida*) dans les champs. La recherche en agro-foresterie se poursuit sous l'égide d'organismes privés nationaux, alors que la Direction de la conservatoire des sols et du reboisement continue à fournir des plants et des conseils techniques.

L'expérience de la traction animale : le Projet Buffles de Mbakhana

Le Ministre du Plan et de la Coopération Cheikh Hamidou KANE, accompagné de l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique et Mme Lannon Walker se sont rendus au Centre d'élevage de Mbakhana, à quelques 20 kilomètres de Saint-Louis où ils ont visité le Projet des buffles.

Le projet des buffles est une idée du Directeur de l'USAID, qui, en arrivant au Sénégal, avait déjà remarqué les coûts trop élevés de la culture irriguée. Forte d'une grande expérience asiatique elle se dit que la traction animale devrait être plus rentable surtout pour les petites superficies dans le cadre de l'après-barrage.

En effet, prenant le cas de la Thaïlande, l'un des plus grands fournisseurs de riz du Sénégal, il est clair que la plus grande partie du riz siam est produit par le buffle comme moyen de traction. Les responsables du Plan et de l'Elevage trouvèrent la proposition fort alléchante d'autant que le buffle s'avèrait rentable. Il mange les déchets agricoles et produit du fumier.

Vingt buffles ont donc été importés de Bangkok, précisément de la Station d'élevages à Kaeset-Sart University et ainsi deux taureaux, quatre jeunes mâles et quatorze femelles sont devenus pensionnaires de la ferme annexe de Mbakhana.

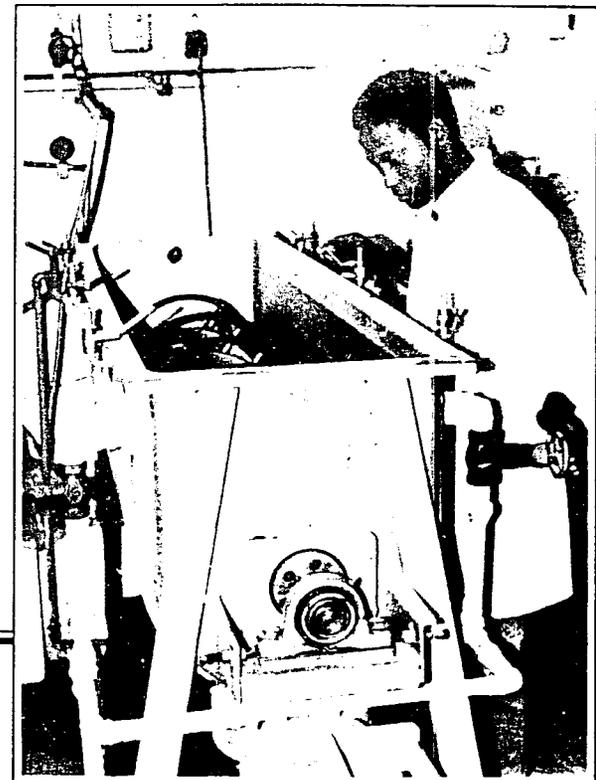
Aujourd'hui, les buffles s'adaptèrent très bien et selon le responsable du projet, M. Souleymane DIOUF, l'expérience sera décisive pour les petits producteurs, et eux surtout, car au delà de 10 ha, il faut utiliser le tracteur.

Le Projet de transformation du mil

Le Projet de transformation du mil a démarré des activités de recherche et de développement qui sont destinées à aider le Gouvernement du Sénégal dans un domaine bien déterminé de son Plan National à savoir acquérir une grande auto-suffisance : une plus grande substitution de produits alimentaires locaux à base de mil aux produits céréaliers importés.

Le projet, financé par l'USAID pour cinq cent mille dollars, vise principalement les quatre objectifs :

1) Démontrer que la balance des paiements du Sénégal et la commercialisation de sa production agricole peuvent être potentiellement améliorées en remplaçant le riz et le blé importés par des aliments à base de mil.

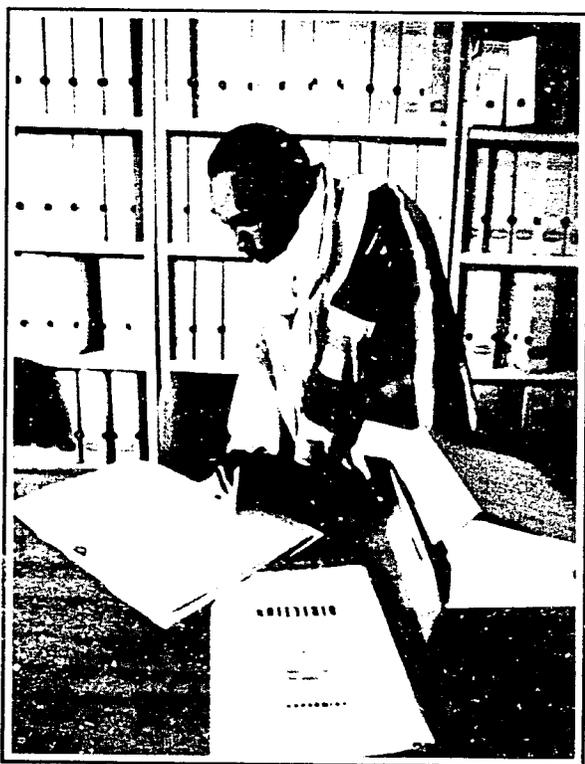


Le projet de transformation du mil de l'Institut de technologie alimentaire

2) Démontrer l'acceptation sur le plan culturel, la factibilité technique et la viabilité économique de la production et de la vente des produits transformés à base de mil.

3) Aider les Sénégalais à élaborer des plans de fabrication, de commercialisation et de financement, à l'appui, pour la production et la distribution de produits alimentaires à base de mil.

4) Enfin préparer le terrain en vue d'investissements éventuels du secteur privé ou public.



Le projet qui a été exécuté sur une période de trois ans par l'Institut de technologie alimentaire (ITA), a produit les prototypes de produits alimentaires à base de mil considérés souhaitables par la population visée. Tous les prototypes seront testés par l'ITA, à partir d'une série d'études interdépendantes et de programmes d'action pour déterminer leur acceptation, leur factibilité technique et leur qualité nutritive ainsi que leur viabilité économique, en vue de faire une production commerciale.



Il y a aussi un projet de transformation du Niébé. Ces projet s'associent pleinement aux buts communs du gouvernement du Sénégal et de l'USAID, visant à orienter le pays vers l'auto-suffisance alimentaire et à améliorer la situation actuellement défavorable de sa balance de paiements.

Le projet de Formation en gestion rurale de l'ENEA

Ce projet a été initié pour développer la capacité de l'Ecole normale d'économie appliquée de former des cadres ruraux moyens dans la gestion, la réalisation et l'évaluation des projets. A travers l'assistance technique, le projet développe des techniques de "la formation des formateurs". Il comprend aussi un petit volet informel destiné à aider des diplômés de l'ENEA à initier des projets d'alphabétisation dans les zones rurales.

Le projet a offert trois assistants techniques américains qui sont arrivés de Texas Tech University en 1983 et quelques consultants contractuels à court terme. En outre des professeurs de l'ENEA ont été envoyés aux Etats-Unis pour une formation en gestion. Des séminaires ont été organisés et plusieurs programmes de formation interne ont été organisés pour l'ENEA.

Le projet Irrigation et Gestion de l'eau

Le projet des petits périmètres irrigués précurseur de l'actuel projet Irrigation et Gestion de l'eau a enregistré quelques succès remarquables. Les systèmes de suivi économique et de performance du projet ont produit dans certaines zones des rendements à l'ha se situant parmi les plus élevés obtenus dans les périmètres irrigués de la vallée du Fleuve Sénégal : 6 tonnes/ha pour le riz et 3 tonnes /ha environ pour le maïs.

Les performances remarquables obtenues par le projet ont suscité une forte demande de nouveaux périmètres irrigués et entraîné le développement des

Les ateliers de l'ENEA, un outil de développement pour le Sénégal.



périmètres existants. Les périmètres aménagés à Bakel ont été relativement bien conçus et ont ainsi suscité un vif intérêt au niveau des cultivateurs impliqués au projet et des alentours. Il existe maintenant 28 groupements de producteurs villageois regroupant 3500 agriculteurs. Ces groupements coopératifs concernent une population de plus de 33 000 habitants.

Le projet a régulièrement enregistré une forte participation des producteurs et aujourd'hui, selon l'évaluation d'impact, les cultivateurs ont atteint leurs meilleures performances techniques là où ils étaient chargés d'exécuter les plus importantes tâches de gestion des périmètres irrigués. Les groupements dont les dirigeants avaient une plus vaste expérience ont été les plus efficaces dans la distribution des terres, la supervision de l'utilisation des pompes et des débits, le paiement des factures et la répartition des revenus.

Au vu des importants revenus provenant de l'irrigation et de la forte participation locale à l'aménagement de nouveaux périmètres irrigués, le projet a plus que doublé les superficies irriguées prévues pour la campagne 1985-1986. L'objectif était de 150 nouveaux hectares.

Le volet Formation de l'USAID

Le Sénégal a besoin de gestionnaire du secteur public ayant des capacités réelles de gestion et une orientation vers l'économie de marché, ainsi que le développement du secteur privé pour lui permettre d'absorber la main-d'œuvre disponible actuellement et dans l'avenir. Or le système éducatif sénégalais actuel n'est pas en mesure de répondre à ces besoins nouveaux, parce qu'il continue à se baser sur une formation classique aboutissant à l'enseignement supérieur et finalement à l'obtention d'un emploi dans le secteur public. Il y a un problème à long terme dans la restructuration de l'enseignement mais dans l'immédiat, il y a une forte demande pour des compétences et approches nouvelles et plus appropriées qui viendront

compléter le système et améliorer les résultats globaux de sa gestion au cours de la période de restructuration de l'économie.

C'est la raison pour laquelle la stratégie de formation de la Mission consiste à mettre la formation directement ou indirectement au service des changements importants qui se font dans les domaines prioritaires de l'USAID et procédant comme suit: (1) accent sur la formation en gestion pour les responsables du secteur public; (2) fourniture des compétences nécessaires au secteur privé, (3) initiation aux nouvelles idées et approches pour les secteurs public et privé et (4) fourniture des possibilités de formation technique nécessaire.

Ce programme de formation continuera à financer les possibilités de formation nécessaires aux agents de l'Etat dans les domaines techniques notamment, en ce qui



concerne la formation dans le cadre des projets. Toutefois, la Mission propose un revirement par rapport au public-cible habituel. La nouvelle approche visera un nouveau public tel que les groupes et associations professionnelles privées, la jeunesse scolarisée en chômage, les autorités administratives et les responsables des collectivités locales. Pour fournir de nouvelles compétences et approches à ceux-là et aux autres, le programme de formation mettra l'accent sur la formation à court terme, la formation sur place et les voyages d'études.

Le programme de formation de l'USAID est actif dans plusieurs domaines :

a) **La formation à long terme** : elle a lieu dans des domaines tels que la gestion de l'eau, les statistiques agricoles,

b) **La formation à court terme** : elle couvre les domaines du développement économique, de la gestion et de l'évaluation des projets et des techniques de négociations pour projets ruraux. La formation à court terme comprend aussi des séminaires aux Etats-Unis et en Afrique destinés à des techniciens des secteurs publics et privés.

Le reboisement et la stabilisation de l'environnement

Le Sénégal, à l'instar de nombreux autres pays sahéliens, est en train de mener la bataille contre la désertification et de recréer son capital forestier. De nombreux projets caractérisés par la seule plantation d'arbres n'ont eu qu'un impact limité démontrant ainsi que le problème a d'importantes dimensions socio-politiques et techniques. Les Etats-Unis vont donc financer une campagne de masse qui mettra l'accent sur la plantation, la protection et la survie de l'arbre et surtout des arbres fruitiers. Des formes d'incitation devraient aussi encourager les populations non seulement à planter des arbres mais aussi à veiller à ce qu'ils survivent pendant les cinq premières années critiques.



l'USAID/Sénégal a engagé 10 millions de dollars pour aider à freiner ou éventuellement à renverser le processus de désertification.



Ceci nécessite un programme national pour encourager non seulement le gouvernement mais aussi le secteur privé, les organisations rurales et chaque citoyen sénégalais à planter et à entretenir des arbres. Un tel programme dépasse de loin les moyens d'un seul ministère où toutes les activités forestières avaient été concentrées dans le passé. Il consistera en un partenariat entre le gouvernement, le secteur privé sénégalais, les donateurs et les organisations privées et sociales.

En vue de freiner le processus de désertification, 100 000 ha, au moins, soit 70.000.000 plants devront être mis à terre chaque année pour remplacer la végétation qui se dégrade. Ceci pourra se faire par le biais de :

- a) plantations de forêts sur des terres totalement dégradées afin de restaurer la fertilité et la capacité des sols à retenir l'eau ;
- b) la création de vergers et bois de village pour permettre aux villageois de disposer de revenus et améliorer les conditions de l'environnement ;
- c) la plantation de brise-vents et l'utilisation d'autres techniques agroforestières en vue d'accroître la fertilité des sols et le rendement ;
- d) la création de vergers aussi bien pour les produits d'exportation que de substitution aux importations.

Lutte anti-acridienne

Le gouvernement des Etats-Unis a fourni un montant de 2,4 millions de dollars dans le cadre de l'aide d'urgence et a joué un rôle important dans la campagne de lutte anti-acridienne au Sénégal en 1985. L'USAID a réagi rapidement et efficacement au péril acridien en dépêchant des avions pulvérisateurs (4 DC-8), des experts et du matériel dans le cadre d'actions internationales qui ont permis de traiter un million d'hectares de terres cultivées et d'herbage. Les opérations menées par les Etats-Unis ont permis de traiter 690.000 ha, ce qui a ainsi réduit au minimum les dégâts sur les cultures vivrières et les risques élevés de péril acridien au cours de l'année prochaine. Le rôle important joué par les Etats-Unis a largement contribué à lancer la campagne pendant la période de protection des cultures. La campagne a permis de protéger près de 500.000 ha de terres cultivées au Sénégal, épargnant de très larges quantités de cultures vivrières telles que le maïs, le sorgho et le mil dans les zones cibles. La campagne de lutte a introduit pour la première fois un complément très efficace pour renforcer les technologies jusque là utilisées dans la lutte contre le péril acridien. Par ailleurs, elle a permis aux agents de la Protection des végétaux ainsi qu'au Groupement Aérien du Sénégal, et autres responsables d'acquérir une expérience et une formation en opérations et en logistique dans des situations d'urgence.

La lutte anti-acridienne en 1987

En 1987, l'USAID a encore une fois participé aux côtés de plusieurs pays donateurs et d'organisations internationales dans la lutte anti-acridienne. Les opérations ont été dirigées par le ministère sénégalais du Développement rural. L'USAID a été responsable de trois principaux aspects de la campagne: l'établissement d'un Centre d'opérations, la menée des opérations aériennes d'épandage, et la formation des techniciens sénégalais.



Le Centre d'opérations.

Ce centre se trouve au siège du service de Protection des végétaux du ministère du Développement rural. L'installation logistique du centre a été assurée par l'USAID qui a fourni les cartes, les équipements de communication ainsi que les ordinateurs destinés à l'analyse des données. Ce centre recueille toutes les informations sur la localisation des criquets, les informations météorologiques, et sur l'efficacité du traitement. Les informations techniques reçues par le satellite EROS aux Etats-Unis sont ensuite envoyées au Centre par le Service géographique américain pour mieux faciliter la lutte anti-acridienne.

Les opérations aériennes

En 1987, les Etats-Unis ont fourni deux petits avions et un hélicoptère pour pulvériser le produit chimique. Ils ont en outre fourni deux types de pesticides: le malathion qui tue les insectes pendant 48 heures avant de perdre son effet toxique et qui a été utilisé pendant la campagne précédente et le Carbaryl qui a plus de longévité car son effet dure vingt jours.

La formation des techniciens sénégalais

Une nouveauté pour l'année 1987, la formation d'un personnel technique sénégalais qui peut analyser les données au Centre des opérations. En outre, d'autres techniciens ont été formés à la tâche de surveiller le déplacement des criquets et la localisation de l'emplacement des oeufs et des larves pour pouvoir faire une pulvérisation efficace au sol. Ce programme de formation a touché les agents du service de la Protection des végétaux dans toutes les régions du Sénégal.

Pour l'année 1987, la contribution des Etats-Unis s'élève à 1 million 941.000 dollars (presque 600 millions de FCFA). Cette somme englobe l'assistance technique, les avions, le carburant, les produits chimiques et le programme de formation.



Santé familiale

L'objectif du projet Santé Familiale et Population consiste à réaliser un programme national de santé familiale par le biais d'institutions du secteur public et para-public et à améliorer la base de données démographiques pour une meilleure prise en compte de la démographie dans la planification du développement.

Le projet comporte l'assistance aux structures de santé, le soutien nécessaire au programme de sensibilisation du public, l'amélioration de la base de données démographiques en vue d'améliorer la planification du développement, notamment la fourniture d'une assistance lors du recensement de 1988 et finalement le soutien à l'élaboration d'une politique en matière de population à l'appui des activités des responsables et des planificateurs au niveau public et privé. Le projet offrira ses services à 1.300.000 Sénégalais.

Le projet de santé rurale

Le projet de santé rurale Sénégal-USAID est implanté depuis 1978 dans les régions de Kaolack et de Fatick. Les activités sont intégrées à celles des régions médicales. A la suite de la Conférence mondiale de Alma Alta en Union Soviétique où la politique des soins de santé primaires a été élaborée, les autorités sanitaires sénégalaises ont décidé de mettre en place une politique de soins de santé primaires. Comme il y avait la possibilité du financement du projet national par l'USAID, la région du Sine Saloum qui est devenue par la suite les régions de Kaolack et de Fatick en 1984 a été choisie comme zone test avec l'USAID. La contre-partie sénégalaise étant composée des infrastructures sanitaires qui existaient déjà sur place et du personnel sénégalais. Ce projet consistait à décentraliser le service de santé par la mise en place de cases de santé, la formation d'agents de santé communautaires, la fourniture de médicaments, donc de structures qui permettaient aux populations d'avoir un lieu assez proche de leurs habitations pour se soigner.

Le but premier du projet était donc d'augmenter le rendement économique des populations rurales en leur donnant accès aux soins, et de ce fait même diminuant le fléau des maladies. Les populations ont été informées par une campagne de sensibilisation sur les buts du projet, les cases de santé ont été choisies, la formation des agents de santé communautaires et celles des agents de santé a été assurée. Ainsi, le projet a démarré en 1979 avec les départements de Kaolack, Nioro, Foundiougne et Gossas. En 1984, l'extension des cases de santé aux départements de Kaffrine et Fatick a été complétée et il y a aujourd'hui 634 cases de santé opérationnelles dans les régions de Kaolack et de Fatick. En même temps lors de la mise en place de cette deuxième phase en 1984, il y a eu le démarrage de quatre volets techniques, à savoir les activités concernant la prévention du paludisme par la chloroquine chez les populations cibles c'est-à-dire les enfants de 0 à 5 ans et chez les femmes enceintes, la lutte contre les maladies diarrhéiques avec le programme de la Réhydratation par voie orale (RVO), le programme élargi de vaccination (PEV), et le dernier volet à mettre en place cette année c'est la nutrition.

Cette décentralisation des



Une séance de Réhydratation par voie orale



services de santé a eu pour directe conséquence une grande baisse du nombre de cas de paludisme et de diarrhée. Les débuts de paludisme et de diarrhée sont traités directement dans la case de santé et ce n'est que lorsque le cas dépasse les compétences de l'agent de santé communautaire qu'il est soumis à la structure de santé qui est plus qualifiée. Pour Mme Michèle Brochet, Superviseur du projet à Kaolack, il y a une très bonne collaboration avec l'USAID car "c'est un projet où on tient compte des réalités, de l'avis des techniciens et il y a un solide support logistique de la part de l'USAID qui assure le carburant, les véhicules, et la formation des agents de la santé".

Le projet de santé familiale

Ce projet s'occupe de planification familiale, des maladies sexuellement transmissible (MST) et de stérilité. Financé par l'USAID, il est planifié par le ministère du Développement social. A ce projet, une trentaine de femmes sont consultées en moyenne par jour et les activités des sages femmes couvrent la contraception, le traitement de la stérilité, la gynécologie et les consultations prénatales qui ont lieu tous les jeudis. Là, outre les vaccinations, on donne aux patientes des



conseils d'hygiène et des conseils diététiques.

Le centre de santé familiale s'occupe des campagnes d'information, des causeries destinées à une meilleure information des femmes sur les bienfaits de la contraception. Selon Mme Yacine SECK, sage-femme d'Etat, "les malades viennent maintenant sur leur propre initiative. Elles ont aujourd'hui dépassé le stade de refus total".

Un exemple du programme se trouve dans le village de Ndiaffat où les animateurs des cases de santé choisies dans les villages environnants sont envoyés en formation au Poste de santé. Là ils suivent un stage pratique de chimioprophylaxie, (prévention et traitement du palu) et la Réhydratation par voie orale (RVO). La RVO est une technique révolutionnaire simple et pas coûteuse qui a sauvé des millions d'enfants de la déshydratation ces récentes années. La technique de la RVO consiste à administrer une solution salée et sucrée à l'enfant atteint de diarrhée. Le stage est entièrement assuré par le Chef de poste, M. Macoumba Thiaré. L'implantation des cases de santé a été assurée par l'USAID qui a fourni le matériel, le carburant et une bonne partie de la logistique comme les mobylettes, les pièces de rechange, la réparation, etc.



Mme Seck dormant des conseils à une future mère

Macoumba Thiaré examinant une petite fille à Ndiaffat Séréne



Développement de l'entreprise privée

Le volet d'assistance aux entreprises privées

Ousmane Thiam est un jeune Kaolackois, entrepreneur de menuiserie métallique. N'ayant jamais eu à contracter de crédit, il a tout de même fructifier une petite somme de dix mille francs que lui avait prêtée sa mère. Au moment où le volet d'Assistance aux entreprises privées est intervenu dans ses affaires, il avait un actif de 950.000 FCFA. Il a par la suite obtenu un prêt de 500.000 FCFA que le projet lui a accordé pour fabriquer des moulins à mil électriques destinés au marché urbain. Après le remboursement de son crédit, il avait réalisé des recettes de 1.160.000 FCFA. Il a réinvesti cette somme en s'équipant mieux : un poste de soudure et un terrain pour son atelier. Il a obtenu du projet un second prêt d'un montant de 1.500.000 FCFA. Aujourd'hui, Ousmane Thiam postule pour un crédit de 3 millions FCFA. Le projet étudie son dossier.

Ce projet a pour but de permettre à des collectivités locales et à des entreprises privées de réaliser des projets rentables en accédant au crédit et à la formation. Il a pour site les régions de Kaolack et Fatick.

A Kaolack comme à Fatick, le volet d'Assistance aux entreprises privées compte des conseillers aux petites et moyennes entreprises, chargés d'identifier les entrepreneurs, de les former et de les sensibiliser à travailler avec le projet. Ils les encadrent dans l'organisation de leur entreprise en matière de gestion. Ils les assistent aussi dans l'élaboration de leurs projets pour l'accès au crédit.

M. Babacar NDIAYE, conseiller aux petites et moyennes entreprises à

Ousmane Thiam montrant un de ses moulins à mil à Babacar Ndiaye

Kaolack a expliqué qu'il leur arrive très souvent de rejeter des demandes de crédit. Il est fixé un objectif de 50 projets à financer pour une valeur totale de 80 millions de FCFA. Il n'y a que les projets fiables qui sont présentés au comité de crédit. Dans un premier temps, un agent opère une visite sur le terrain, il prend contact avec les promoteurs et voit si le projet doit être soumis au comité de crédit ou non. Une fois soumis au comité de crédit, si le dossier n'est pas clair, il peut être rejeté ou ajourné pour manque d'informations.



En un an, le projet a déjà financé, pour une valeur de 120 millions FCFA, plus de 120 entrepreneurs. Les prêts de 24 % d'intérêt sont remboursés à temps et de façon intégrale. Ces prêts ont un grand impact socio-économique car ils permettent aux entrepreneurs qui ne pouvaient pas accéder à un crédit, d'élargir leurs opérations et de créer plus d'emplois.

Le premiers projet de Ousmane Thiam consistait à fabriquer des moulins à mil électriques, mais aujourd'hui il fabrique des moulins à mil qui auront comme source d'énergie le gasoil. Avec ce nouveau projet il va pouvoir équiper ceux qui n'ont pas d'électricité en ville comme ceux qui vivent dans les zones rurales.



Avec ses quatre employés et dix apprentis, Ousmane Thiam envisage la fabrication de moulins à manivelle et de moulins à pédales aussi. Les croquis sont déjà prêts, les études aussi. Mais il a dû différer l'exécution du projet parce qu'ayant reçu une forte demande de moulins à moteur gasoil.



Le financement de l'entreprise privée de couture de mademoiselle Penda Diouf est un autre exemple parmi les nombreux exemples du projet à Kaolack. Mlle Penda Diouf, comptable de formation, coud depuis l'âge de sept ans. En 1981, elle obtint son CAP d'aide comptable mais le marché de l'emploi étant très dur, elle décida de faire de la couture en utilisant ses économies pour s'installer à son propre compte en août 1986. En février 1987, elle rencontre les responsables du projet qui lui ont accordé un crédit de 100.000 FCFA. Avec cet argent, elle a acheté du matériel pour confectionner quelques modèles qu'elle a vendus. Ceci a attiré une clientèle plus importante et par conséquent une plus grande vente. Elle a ainsi commencé à mettre sur place un fonds personnel tout en remboursant régulièrement son crédit.

Aujourd'hui, Mlle Diouf envisage de s'installer dans un atelier plus grand, une petite industrie, c'est ce qui lui fait dire : "dès que je finirai de payer le crédit, je postulerais pour un prêt plus grand car nos machines coûtent cher et la possession de certaines machines comme des machines à broderies attire plus de clientèle et je suis sûre que je pourrai rembourser". Elle crée ses propres modèles et forme actuellement quatre élèves.

Parlant du volet d'Assistance aux entreprises privées elle dit : "c'est un bon projet car elle nous permet d'avoir un fonds disponible pour travailler et cela m'a personnellement encouragé".

Mlle Penda Diouf

Le Corps de la Paix

Commencé en 1963 avec l'envoi au Sénégal de quinze professeurs d'Anglais devant servir dans plusieurs établissements secondaires, le programme du Corps de la paix américain au Sénégal s'est considérablement agrandi depuis lors et 1988 verra la célébration du quart de siècle d'existence du programme au Sénégal avec en même temps l'introduction de deux nouvelles initiatives de programme, à savoir: le Programme sénégalais de systèmes alimentaires et le Programme de santé rurale et survie de l'enfant. Aujourd'hui, 110 volontaires travaillent dans toutes les régions à travers le Sénégal dans différents projets. Agence gouvernementale financée par le gouvernement des Etats-Unis, le Corps de la paix a pour vocation d'offrir une aide technique aux pays en voie de développement qui en font la demande. Le Corps de la paix est ainsi présent dans près de soixante-dix pays à travers le monde. En Afrique, il compte vingt-quatre agences. Au cours de ces vingt-cinq dernières années, il a recruté plus de cent trente mille volontaires.

Pour être volontaire du Corps de la paix américain, il faut avoir la nationalité américaine et être âgé de 18 ans au moins. Au dessus de cet âge il n'y a pas de limite,



Prestation de serment
de nouveaux volon-
taires



ce qui fait qu'aujourd'hui, on compte plus de 500 volontaires qui ont plus de cinquante ans. Le volontaire peut être un homme ou une femme. L'essentiel est d'être apte sur le plan médical. S'il est marié, il servira avec son conjoint. Le contrat normal est de 24 mois.

Par ses actions, le Corps de la paix se fixe trois objectifs : d'abord aider les peuples des pays intéressés à subvenir à leurs besoins en main d'oeuvre spécialisée, ensuite, aider à promouvoir dans les pays hôtes une meilleure compréhension des Américains et enfin aider à promouvoir chez les Américains une meilleure compréhension des autres peuples.

Activités

Actuellement, plus de 5000 volontaires et stagiaires travaillent dans plus de 60 pays en Amérique Latine, en Afrique, en Asie et dans le Pacifique. En Afrique, ils sont 2.585 dont 110 au Sénégal. On les retrouve dans des domaines de compétence aussi variés que la santé maternelle et infantile, la nutrition, la pêche en eau douce, l'extension agricole, la formation des professeurs, l'enseignement des mathématiques et de la science, l'engineering, etc. Une formation technique intensive et à court terme permet aux volontaires ayant une formation générale de travailler dans des projets tels que l'éducation sanitaire, le maraîchage et la construction des puits. Tous les volontaires reçoivent généralement une formation culturelle et linguistique afin de mieux connaître le pays dans lequel ils vont servir. C'est la raison pour laquelle on peut trouver dans les villages des volontaires qui s'expriment couramment dans la langue locale.

Au Sénégal, les actions du Corps de la paix sont menées conjointement avec les autorités. Ses activités y sont nombreuses. Les volontaires interviennent dans les secteurs du développement rural et communautaire, de l'agro-foresterie, de la pis-

ciculture et de l'éducation secondaire et universitaire.

Dès qu'il est mis à la disposition de son ministère de tutelle, le volontaire devient pour le Corps de la paix, un employé du gouvernement sénégalais. Mais il est rémunéré par le Corps avec une allocation mensuelle pour la nourriture, le transport, et les besoins personnels.

L'animation

La moitié des volontaires affectés au Sénégal travaillent dans le Programme d'animation. Leurs activités sont coordonnées et supervisées par des agents du ministère du Développement social. Ce programme établit des volontaires dans plusieurs villages à travers les dix régions du Sénégal. Une fois installé, le volontaire travaille en collaboration avec les groupements villageois dans l'identification de leurs besoins de développement socio-économique les plus pressants et dans l'organisation de structures capables d'aider à la bonne menée de leurs activités. Les volontaires affectés à l'animation travaillent dans trois principaux secteurs d'activité.

a) **L'amélioration de la qualité de la vie** : Les volontaires travaillent avec le groupement villageois pour développer de petits projets destinés à augmenter la production alimentaire (jardins potagers et vergers, systèmes d'irrigation, de conservation des récoltes et clôture). En outre, ils creusent et réparent des puits, fournissent des soins de santé par l'éducation sanitaire, la construction de latrines et la tenue de pharmacies villageoises. Ils sont également actifs dans le reboisement, et dans l'économie de l'énergie.

b) **la formation** : les volontaires aident les groupements villageois et les individus à gérer les projets, à s'installer au simple marketing et à la comptabilité et recevoir ainsi la formation technique requise pour mener à bien leurs activités.

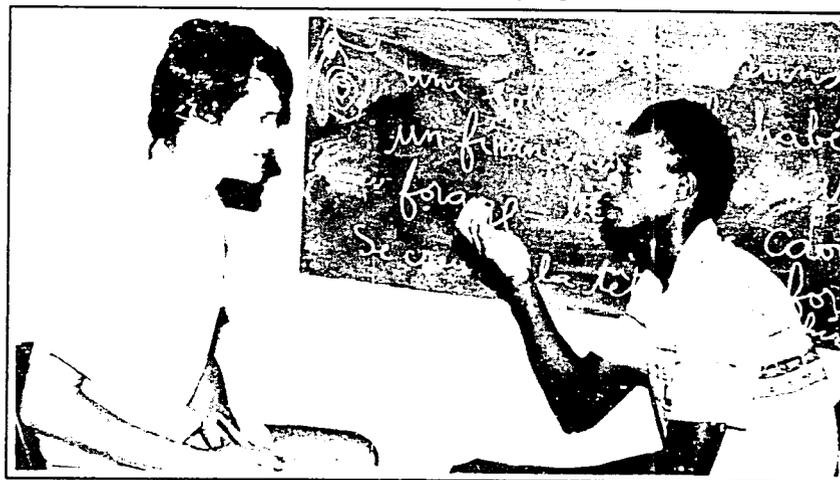
c) **la génération de fonds** : les volontaires du projet d'animation aident à l'organisation et à la recherche de financement des projets de machinerie agricole, comme les pompes d'irrigation, les moulins à mil, la tenue des jardins communautaires et les coopératives de teinture.



Un exemple de volontaire travaillant dans le Programme d'animation est celui de Karen Owens qui en est à sa troisième année de service dans le village de Kissane, dans la région de Thiès. Agée de vingt six ans elle est originaire de Norfolk en Virginie. A Kissane, elle aide à la coordination de plusieurs projets de développement communautaire comme le projet de construction d'une école, d'un verger villageois, la construction de latrines et la gestion d'un moulin à mil.

Reboisement

Les volontaires devant servir dans le programme de reboisement du Sénégal sont maintenant affectés à plusieurs projets à travers quatre régions du Sénégal et travaillent en étroite collaboration avec trois agences gouvernementales sénégalaises, le ministère du Développement social, le service des Eaux et Forêts et la SODEVA, une agence régionale de développement implantée dans le Bassin arachidier du Sénégal. Le financement de ces projets provient de bailleurs de fonds





internationaux comme l'USAID, le Secours catholique, et l'Agence de développement allemand (GTZ). Tous les volontaires travaillent au niveau villageois et mettent l'accent sur la participation communautaire dans toutes les phases du projet. Dans les régions de Diourbel et Fatick, les volontaires du Corps de la paix et les agents des Eaux et Forêts collaborent dans un projet de reforestation qui met davantage l'accent sur le bois de chauffe et sur l'agro-foresterie. Dans la région de Thiès, les volontaires affectés à la SODEVA développent de petites pépinières de village pour le bois et pour les variétés de fruits. Une des volontaires de ce projet est Mlle Missy Siders. Originnaire de Mount Vernon, dans l'Ohio, où elle a été diplômée au Kenyon Collège, la volontaire Missy Siders séjourne dans le village de Kébé depuis deux ans. Elle a formé les villageois de cette partie au nord de la capitale régionale de Diourbel à faire pousser et entretenir les plants dans une pépinière et à planter des arbres après avoir démontré l'importance de l'arbre aux villageois. Pendant la troisième année de son séjour en tant que volontaire du Corps de la paix américain au Sénégal, elle se chargera de la coordination des activités des autres volontaires travaillant dans le programme de reboisement.

La pisciculture

Ce projet a été initié par la SAED et le Corps de la paix et est financé par le Secours



catholique. Son objectif est d'établir la pêche comme activité viable et comme moyen de production de protéines et de capital pour les populations vivant le long du Fleuve Sénégal. Les bassins de poissons sont construits sur les périmètres irrigués à l'aide d'outillage lourd fourni par la SAED. Leur gestion est confiée à un paysan du village ou à une coopérative villageoise avec l'assistance d'un volontaire du Corps de la paix.

La principale station piscicole de la SAED est à Nianga. L'objectif visé par cette station est de fournir une source d'alevins de qualité pour les bassins de poissons dans la région en question, de développer des activités de recherche et de servir de centre de base pour la formation des agents de la SAED pour les méthodes de pisciculture.

A Oudourou, un petit village près de Matam, la jeune volontaire de pisciculture Cindy Horton en est à la deuxième année de son séjour dans le moyen bassin du Fleuve Sénégal. Après avoir obtenu son diplôme de l'Université de Minnesota, elle a quitté sa ville natale de Minneapolis pour le Sénégal. Elle a travaillé avec la coopérative des hommes en les formant et en les aidant à stocker, nourrir et récolter les deux viviers de la coopérative, sources de protéines des villageois.

L'enseignement de l'anglais

Au bout de 19 années de service dans les salles de classes de l'école sénégalaise, le Corps de la paix s'est désengagé de l'enseignement de l'anglais pour laisser la place au nombre croissant des Sénégalais bien formés dans l'enseignement de l'anglais. Cependant, d'autres volontaires de ce programme sont des formateurs et des conseillers techniques pour professeurs d'anglais sénégalais. Ils servent de ressource, opèrent des inspections dans les cours d'anglais et organisent des séminaires à travers le pays. Ils ont aussi pour tâche le rassemblement des matériaux de travail pour les professeurs et l'installation de salles de lectures pour professeurs et élèves.

Formatrice en Anglais pour les professeurs d'anglais des lycées et collèges des

Des volontaires pendant leur stage au Centre de formation de Thiès.



régions de Thiès et de Saint Louis, Elisabeth Walter, 29 ans, originaire de Fairfax, en Virginie, doit très souvent quitter la ville de Thiès où elle est basée avec un autre volontaire pour rencontrer les professeurs. Diplômée de George Mason University, elle a déjà étudié et enseigné en France avant de devenir volontaire du Corps de la paix.

Le programme sénégalais de système alimentaire

Ce programme a pour but d'aider le gouvernement du Sénégal à améliorer la disponibilité et l'accessibilité de quantités suffisantes de nourriture aux agriculteurs et éleveurs à ressources faibles et à petite échelle, dans quatre départements du pays. L'aspect-clé du programme est qu'il supportera et sera intégré à la Nouvelle politique agricole (NPA) du gouvernement du Sénégal, en participant, au niveau local, à la transition de l'accroissement de la responsabilité de l'agriculteur et de la capacité de développement agricole, éventuellement de la sécurité alimentaire.



Les volontaires Doudou Dièye (Scott) et Fatou Guèye (Robin) puisant de l'eau au village de Keur Sadaro.

Afin d'atteindre son but, le Programme sénégalais de systèmes alimentaires sera axé sur trois objectifs :

-une meilleure gestion des stocks alimentaires existants ;

-l'augmentation et la stabilité de la production et des revenus à partir des systèmes de production actuels ;

-l'introduction de systèmes de production de plus haute technologie et de sources de revenus diversifiées.

Santé rurale - Survie de l'enfant

Ce nouveau volet dans le domaine de la santé concentrera ses efforts au niveau départemental et travaillera en collaboration avec les agents du ministère de la Santé pour améliorer les soins de santé primaire en zones rurales particulièrement dans le domaine de la survie de l'enfant.



Un volontaire dans les champs en compagnie des enfants de Keur Sadaro.

La coopération culturelle et éducative

Les liens culturels qui unissent les Etats-Unis et le Sénégal s'enracinent profondément dans l'histoire et participent du partage par les deux pays de certaines valeurs, idées et perspectives. La tragique traite des esclaves qui établit la diaspora dans le Nouveau monde a été transformée en héritage mutuel durable vivement exploré sur les deux bords de l'Atlantique et plus particulièrement dans la deuxième moitié du 20^{ème} siècle. L'établissement en 1883 sur l'île de Gorée du premier Consulat américain en Afrique francophone a été le premier maillon des contacts culturels entre les Etats-Unis et le Sénégal.

Dans les récentes années, ces relations culturelles ont été marquées par de très fortes influences mutuelles dans la musique, les arts, la danse et les arts plastiques. Des engagements communs aux principes de la liberté, de l'égalité et de la démocratie ont été accentués par le mouvement parallèle des droits civiques aux Etats-Unis et le mouvement de l'indépendance au Sénégal, des engagements qui ont accru dans les deux pays depuis les années 60.

En outre, ces dernières années, l'élan de la compréhension mutuelle a commencé à s'institutionnaliser. Les performances culturelles et éducatives sénégalaises ont incité les universités américaines à chercher à établir des liens avec le Sénégal. C'est ainsi que Tuskegee Institute et Michigan State University ont établi des liens formels d'échanges avec l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Pendant de longues années, Kalamazoo College, représentant l'Association des collèges du Moyen Ouest a envoyé des élèves pour apprendre à connaître l'Afrique en passant une année académique à Dakar. L'Université du Minnesota, Johns Hopkins School for Advanced International Studies et Georgetown University ont commencé à envoyer leurs étudiants à des programmes d'études à Dakar et en 1987,

l'annonce a été faite que Central State University de l'Ohio va commencer un programme d'échanges avec le Sénégal. Dans le milieu des années 80, un nombre croissant d'érudits sénégalais ont commencé à intégrer les universités américaines pour y enseigner, faire des recherches ou étudier.

Un certain nombre de bourses d'études supérieures et de recherches, est mis à la disposition des Sénégalais tous les ans par le Centre culturel américain à travers son programme Fulbright et par l'USAID par son programme AFRAD. D'autres bourses de formation technique destinées aux projets sont aussi disponibles à l'USAID.

Un événement marquant dans la vie des relations culturelles entre les Etats-Unis et le Sénégal a été l'inauguration du nouveau Centre culturel américain, en janvier 1987 par le Secrétaire d'Etat américain George Shultz. Ce centre offre les services d'une grande bibliothèque équipée pour la recherche et ouverte au public, un programme d'enseignement de l'anglais et un programme culturel de festivals de films, de conférences, colloques, séminaires, expositions et un bureau de presse qui offre ses services aux média sénégalais. S'adressant aux responsables culturels rassemblés lors de l'inauguration du nouveau centre culturel, le Secrétaire d'Etat George Shultz a déclaré:

"J'espère très sincèrement que, dans les décennies à venir, les intelligences les plus grandes du Sénégal et des Etats-Unis se réuniront dans ce centre culturel, pour enrichir mutuellement leurs travaux créateurs. Ici, de très nombreux étudiants, artistes, enseignants, journalistes sénégalais auront la possibilité d'apprendre de nous et de nous faire apprendre. Ce centre culturel prend une importance particulière dans un pays dont le nom même incarne la culture africaine car le Sénégal a apporté et continue d'apporter une contribution remarquable à la culture universelle dans presque tous les domaines, par ses poètes, romanciers, cinéastes, peintres, danseurs, philosophes, historiens et créateurs."

En plus des échanges culturels et éducatifs, le Centre culturel américain administre aussi un programme qui permet aux professionnels des domaines tels

que le droit, les sciences économiques, l'administration, le journalisme, l'assistance sociale et l'enseignement de rendre visite à des homologues américains aux Etats-Unis dans le but de développer la compréhension mutuelle.

Quelques exemples de la coopération culturelle

Rien que dans la première partie de l'année 1987, quelques exemples d'interactions culturelles entre les Etats-Unis et le Sénégal servent à illustrer la croissance des relations entre ces deux pays dans ces domaines. Parmi ces exemples:

Vingt professeurs d'histo-géo ont fait le voyage aux Etats-Unis pour visiter les écoles secondaires américaines et en même temps participer à des activités relatives à la célébration du bicentenaire de la Constitution américaine, tout en étant les hôtes de professeurs américains. Huit étudiants de l'Université Cheikh Anta Diop ont travaillé dans les camps de vacances américains, trois députés de l'Assemblée nationale se sont rendus aux Etats-Unis où ils ont eu des contacts avec des membres du Congrès avant de suivre des exposés sur les législations d'Etat. Notons aussi l'exposition des travaux de vingt artistes sénégalais à Washington dans le cadre des relations de jumelage entre Washington DC et Dakar. Une grande délégation de la région de Ziguinchor a célébré la journée du Sénégal lors du festival annuel du Comté de Prince George. La participation a marqué la continuation des relations de régions jumelées qui existent entre le Comté du Maryland et Ziguinchor ainsi qu'une grande exposition d'art sénégalais organisée dans la ville de Baltimore. Il y a eu aussi une série de concerts de jazz donnés à Dakar par le Howard University Jazz Sextet, l'exposition des oeuvres du grand photographe américain Ralph Gibson au Centre culturel américain de Dakar. Un grand colloque international sur les Etudes américaines a été organisé à l'Université Cheikh Anta Diop sur la signification de la Constitution américaine. De grandes personnalités judiciaires sénégalaises ont visité les Etats-Unis, ainsi que deux journalistes de radio-tv. Des universités tel que le Johns Hopkins School for Advanced International Studies a envoyé six étudiants à Dakar. Il y a aussi la continuation du programme d'outre-mer de coopération de Kalamazoo College avec l'Université de Dakar, la signature d'accords entre l'Université de Dakar et le Michigan State University, Georgetown

University et l'université Johns Hopkins. Il y a aussi les bourses Fulbright de recherche offertes à plusieurs professeurs sénégalais d'université. Notons pour terminer la participation de quatre Sénégalais responsables de l'enseignement de l'anglais à un séminaire organisé à l'Université de Tennessee, la participation du Centre culturel américain de Dakar à un séminaire sur l'enseignement à Dakar, la célébration dans plusieurs villes sénégalaises de l'anniversaire de la naissance de Martin Luther King, la conférence d'une semaine organisée à Dakar par un groupe de professeurs américains dans le but d'améliorer l'enseignement des cours sur l'Afrique dans les écoles américaines.



Le Centre culturel américain organise plusieurs manifestations culturelles

Les organisations privées volontaires américaines

Au Sénégal, il y a plus d'une quinzaine d'organisations volontaires américaines privées comprenant les organisations religieuses ou non gouvernementales d'aide. Elles aident le gouvernement du Sénégal dans ses efforts de développement en travaillant en collaboration avec les structures ministérielles, les communautés villageoises et les organisations locales. Elles sont actives dans des domaines allant du forage des puits à l'éducation supérieure. Dans leurs actions quotidiennes, elles s'attachent à la satisfaction des besoins de la communauté en formant du personnel sur place pouvant continuer l'exécution de la plupart des projets.

Quelques exemples des organisations volontaires privées américaines actives au Sénégal :

Le Conseil national des femmes noires américaines (NCNW)

Le National Council of Negro Women est une organisation non-gouvernementale à but non-lucratif, dont la vocation est d'aider les groupes défavorisés ou les peuples démunis des pays où il intervient, à améliorer leur qualité de vie par la mise en œuvre d'activités socio-économique, sanitaire, nutritionnelle, etc...

Au Sénégal, la Division internationale a établi des projets avec les femmes pour le reboisement, la planification familiale intégrée aux activités de PMI (Protection maternelle infantile) des centres sanitaires, le maraîchage, la gestion, la construction de puits et de moulins à mil. Le bureau de Dakar a pour but :

- de fournir l'assistance technique, administrative et financière aux organisations communautaires œuvrant à l'amélioration des conditions de vie des popula-



tions, en intégrant notamment les femmes rurales dans le processus de développement.

- d'œuvrer à un meilleur échange culturel et une connaissance mutuelle plus approfondie entre les femmes noires américaines et les femmes d'Afrique.

Le NCNW travaille au Sénégal sous la tutelle du ministère du Développement social et reçoit des propositions de projet de la Direction de la Condition féminine qui le met en contact avec les organismes intéressés à collaborer l'organisation.

World Vision International

Au Sénégal, le bureau de World Vision International (Vision mondiale), installée à Louga, est en train de prendre une part active dans l'effort de développement du gouvernement sénégalais en apportant une assistance dans les domaines de ses compétences et dans la mesure de ses moyens techniques et financiers.

Forage d'un puits dans un projet de World Vision

Vision mondiale participe à la mise en œuvre d'actions de développement, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'hydraulique, de la reforestation, de la santé, de la pêche, de l'éducation, de l'aide d'urgence, etc...

Au Sénégal, World Vision est surtout connue dans le forage des puits. L'organisation met l'accent sur la participation volontaire des communautés, sur leur définition des besoins et sur leur prise de décision. Ainsi, tous les projets qui sont initiés par l'organisation et tous ceux qui lui sont soumis pour financement, ne sont exécutés qu'après concertation avec les autorités administratives, les services techniques et les bénéficiaires.

Le Secours mondial luthérien

Pour accomplir ses objectifs LWR envisage des collaborations étroites avec des partenaires sénégalais. Ces partenaires pourraient être des O.N.G. nationales, des coopératives, des groupements villageois, des églises et des organisations étatiques. Les projets suivants pourraient être concernés :

Les activités à court terme : Les projets pour aider des groupes qui cherchent les moyens de financer des réunions, des séminaires d'encadrement, des visites techniques, des expositions, ou d'autres événements qui auraient lieu au niveau local ou national. La priorité sera accordée aux activités promouvant le transfert des technologies appropriées entre paysans ou entre organisations diverses afin de favoriser l'auto-encadrement.

- Les projets à petite échelle qui ne sont pas souvent financés par les bailleurs de fonds à cause de leur nature expérimentale.

- Les projets avec d'autres O.N.G. dans l'esprit de promouvoir une meilleure collaboration. Avec les partenaires nationaux en particulier, nous souhaitons que la réussite des projets établira des bons rapports qui nous permettraient d'entretenir une longue relation de travail.

Les interventions à moyen ou long terme :

- les micro-projets qui se conforment aux orientations de la politique nationale

de développement et qui n'engendrent pas de charges exagérées.
- projets axés sur la reconstruction des sols et l'agriculture régénératrice promouvant l'autosuffisance alimentaire familiale et les activités forestières.

L'Eglise évangélique luthérienne

Les projets de l'Eglise évangélique luthérienne sont réalisés dans les domaines de l'agriculture, la santé, l'éducation et l'alphabétisme et l'évangélisation, en collaboration avec les églises locales.

L'Eglise établit des centres culturels avec des cours d'alphabétisation, en français, anglais et pulaar. En outre, l'Eglise possède une clinique mobile pour assurer des soins médicaux dans les villages de la région de Linguère. Elle possède aussi un programme d'aide alimentaire d'urgence, de reboisement, et d'encouragement des vergers communautaires.

Le Fonds d'éducation d'outre-mer (OEF)

Le but principal du Fonds est l'assistance aux femmes qui sont un élément clé dans la production alimentaire et le développement du Sénégal. Il encourage l'établissement des institutions féminines comme la Fédération des associations féminines du Sénégal.

Dans la région de Thiès, ils ont un projet concernant quarante cinq femmes travaillant dans la production des fruits et légumes et dans l'élevage. Dans la région de Diourbel, le projet travaille dans l'élevage des bovins, dans le reboisement et l'agriculture. En Casamance, les femmes travaillent avec le Fonds dans une petite entreprise de fabrication de savon.

Le Fonds vient de lancer un grand projet dans l'industrie de pêche à Mbao employant 180 femmes. Ce projet a été établi avec la collaboration de USA for Africa.

Africare

L'organisation Africare travaille à l'amélioration de la qualité de la vie dans les zones rurales africaines. Elle organise des programmes d'auto-assistance pour l'eau, le reboisement, l'alphabétisation, les soins de santé et l'assistance d'urgence aux réfugiés et aux victimes de la sécheresse.

Dans les régions de Louga et Thiès, Africare a un projet de reboisement dans 140 villages qui a déjà pour la seule année 1987, planté 148 000 arbres. Ces arbres seront utilisés pendant les trente prochaines années comme source d'énergie. En outre, Africare collabore avec l'USAID à travers le projet de développement des petites entreprises pour travailler sur des projets dans quinze villages de la région de Kaolack. Dans le domaine de la santé, Africare a participé à la campagne de vaccination et à la formation des villageois à l'utilisation de la méthode de Rehydratation par voie orale.

Le Catholic relief service

Le Catholic relief service (CRS) est l'instance officielle de l'agence d'aide et de développement de la Conférence catholique des Etats-Unis. Il organise des projets dans plus de 70 pays à travers le monde, et en 1986, il a rendu service à 14 millions de personnes dans le monde.

Le Catholic relief service travaille au Sénégal depuis 26 ans. En 1987, la branche sénégalaise du CRS a organisé des projets d'une valeur de 2.7 millions de dollars dans les domaines de l'alimentation et de la nutrition, de l'auto-suffisance alimentaire dans les zones rurales, la stabilisation de l'environnement et l'assistance aux sinistrés dans toutes les régions du pays.

La Santé et la Nutrition

Le Programme alimentaire et nutritionnel est administré en coopération avec le ministère de la Santé du Sénégal. Approximativement, 170 000 enfants âgés de

0 à 5 ans et leurs mères participent à des programmes de nutrition dans 440 centres à travers le pays. Une étude récente de l'USAID a prouvé que le taux de mortalité dans le groupe d'âge le plus vulnérable était nettement plus bas chez les participants que chez les non-participants.

Activités de développement socio-économique

Le CRS fournit aussi une assistance financière et technique pour des projets de développement communautaire, destinés à réduire la dépendance sur les ressources extérieures et à renforcer les capacités locales de gestion. Le Bureau des projets du CRS a deux principales catégories de programme : l'auto-suffisance alimentaire dans les zones rurales et la stabilisation de l'environnement. Le CRS travaille avec des églises de la place et des agences similaires qui en retour rendent service aux groupements communautaires locales.

Quelques exemples de projets du CRS

250 banques céréalières ont été construites sur financement du gouvernement américain pour aider à la stabilisation des fluctuations des prix saisonniers et diminuer les pertes dans la production. 28. 380 arbres ont été plantés par les paysannes dans la région de Tambacounda depuis 1986 dans le cadre d'un programme de reboisement sur financement et assistance technique du CRS. Le Fonds des petits projets du CRS a aidé vingt villages à obtenir de l'eau potable en creusant de nouveaux puits et en améliorant d'autres. Le Fonds a aussi financé des projets d'élevage et de culture maraîchère à travers le pays.

Autres Organisations

En plus de ces organisations citées plus haut, il existe plusieurs autres de même nature opérant au Sénégal comprenant : la Mission Baptiste - South Baptist Convention, World Relief International, la Fondation Ford, le Management Science for Health, le Christian Children's Fund (Fonds chrétien pour l'enfance) et le Church World Service.

La coopération économique

Aujourd'hui, les Etats-Unis fournissent 8% des importations sénégalaises. Les Etats-Unis sont le 5ème fournisseur du Sénégal après la France, le Nigéria, l'Algérie et la Thaïlande. Les exportations américaines au Sénégal ont atteint environ 95 millions de dollars en 1984, mais ont chuté à 60 millions de dollars en 1985 et 50 millions en 1986. La dépréciation du dollar américain contre le CFA a entraîné une augmentation des demandes de la part de businessmen locaux cherchant à aller aux Etats-Unis pour acheter des articles et produits. Avec la Nouvelle politique industrielle du Sénégal, les restrictions sur les importations ont été allégées et il y a la possibilité d'augmenter les exportations et investissements américains.

Le commerce

Selon l'ambassade américaine à Dakar, les domaines suivants ont été identifiés comme ayant le plus grand potentiel pour les exportateurs américains: la nourriture, la machinerie, surtout les bateaux de pêche, les équipements de réfrigération, les équipements de télécommunication et miniers et les produits de consommation personnelle.

L'investissement

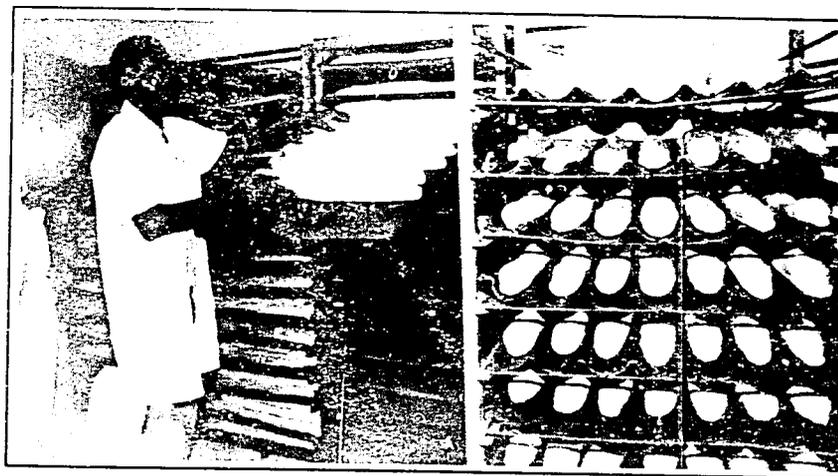
La pêche, l'agro-industrie, les mines et le textile, représentent les meilleures perspectives pour un investissement américain productif au Sénégal. Des compagnies locales de pêche ont exprimé leur intérêt pour les investisseurs ou les partenaires en joint-venture qui peuvent développer de nouveaux marchés américains pour leurs produits et fournir des capitaux pour des bateaux de pêche additionnels et des équipements de réfrigération et de stockage.

Vingt cinq firmes américaines ont des bureaux au Sénégal et 60 autres sont représentés par des agents et distributeurs locaux. Seule une compagnie pharmaceutique américaine située dans la Zone Franche fabrique localement. Les investis-

seurs américains potentiels seront couverts par le Traité bilatéral d'investissement signé par le Sénégal et les Etats Unis, dès qu'il sera ratifié par le Congrès. Une grande compagnie américaine est en train d'étudier la possibilité d'un investissement minier de 40 millions de dollars au Sénégal.

Quelques chiffres

En 1980, le volume de importations américaines du Sénégal s'élevait à 8,99 millions de dollars et en 1986 à 7,1 millions de dollars. Quant au volume des exportations américaines, en 1980 il s'élevait à 41 millions de dollars et en 1986 à 59,5 millions de dollars. Récemment, 100.000 tonnes de blé d'une valeur totale de 8,6 millions de dollars ont été introduites dans le marché sénégalais par la compagnie américaine Cargill, Inc.



Du pain fabriqué avec du blé américain.

La coopération militaire

Le rôle de l'assistance militaire américaine

La coopération militaire entre les Etats-Unis et le Sénégal est fondée sur les relations amicales entre les deux pays et sur l'engagement commun à la conviction que le militaire est sous le contrôle des autorités civiles dans un système constitutionnel. Ces liens étroits et amicaux existent entre les deux pays depuis 1960 et les Etats-Unis ont fourni une importante aide économique et militaire dans le but de supporter l'engagement démocratique du Sénégal.

L'augmentation du rôle de l'assistance militaire américaine au Sénégal est due



à l'intérêt grandissant que les USA portent à l'avenir de l'Afrique et à la réponse à des requêtes politiques effectives du Sénégal pour l'aide. Le programme américain augmente l'assistance des autres nations et travaille en particulier à compléter les efforts de la France, premier pays fournisseur d'aide militaire au Sénégal.

Le Sénégal regarde d'abord vers la France pour l'assistance politique, économique, sociale et militaire, compte tenu des liens historiques étroits qui unissent les deux pays.

Le Programme international de formation militaire (IMET)

Avec 500.000 dollars par an, le programme IMET pour le Sénégal est le moyen financier le plus important pour renforcer les relations militaires entre les Etats-Unis et le Sénégal. Le développement du programme a été la combinaison d'efforts militaires américains et sénégalais. Chaque année le Chef d'Etat major général des Forces armées sénégalaises passe en revue les structures, missions, capacités et faiblesses de chaque service, établit les directives et les priorités pour les programmes de formation et définit le nombre d'étudiants militaires devant suivre une formation à l'étranger. Ensuite la Direction du programme, en collaboration avec le Bureau de l'Attaché de défense procède à la sélection des écoles américaines spécifiques de formation et des cours qui répondent mieux aux besoins du Sénégal. Les cours sont des cours techniques militaires et de formation professionnelle militaire. Vingt cinq à trente militaires sénégalais reçoivent la formation militaire technique aux Etats-Unis chaque année et deux Sénégalais ont commencé une formation de quatre ans dans les Académies militaires de Annapolis et West Point. Le lieutenant-colonel Mamadou Seck vient d'obtenir son diplôme du Collège de guerre de l'Armée américaine le 27 juin dernier.

Le Programme d'assistance militaire

En 1986-1987, le Programme d'assistance militaire pour le Sénégal a été financé avec la modeste somme d'1 million de dollars. Les procédures sont

Le Chef d'Etat major général, le Général Tavares de Souza lors de sa visite à Washington

similaires à celles utilisées pour le besoin de formation.

La Sécurité côtière africaine (ACS) et le Projet d'action civique

Le but général du programme ACS est d'encourager la capacité des pays africains à conduire des patrouilles côtières effectives. Chaque année en effet une forte pêche illégale entraîne des pertes de plusieurs millions de dollars en taxes et prix et causent aussi de sérieux dommages aux stocks de poissons. Le fait d'augmenter la capacité de la Marine sénégalaise de patrouiller dans l'une des régions les plus poissonneuses par l'établissement d'une base de patrouille du Sud permettra un meilleur contrôle de la pêche illégale et la collecte de taxes et amendes requises.

Le second financement du Programme d'assistance militaire américain est le Projet d'action civique. Son but est d'améliorer les moyens des militaires sénégalais en vue d'un bénéfice direct des civils et d'aider les militaires sénégalais à satisfaire les besoins des civils. Au Sénégal, le premier projet d'action civique a été l'extension d'un petit hôpital militaire dans la région de Dakar qui donne aussi ses services aux civils. En outre, les fonds du Projet d'action civique serviront à payer la restauration de quelques écoles élémentaires du Sénégal. Récemment, lors de la visite du bâtiment américain le USS Barnstable des éléments du génie militaire américain, les "Seabees", en collaboration avec leurs homologues sénégalais ont procédé à la réfection de la Maternité de Yoff, du Poste de santé de Ngor, de celui de Georges Lahoud et de celui de Raffanel.



Militaires américains et sénégalais travaillant ensemble sur un projet civil

